

Rapport annuel de "Reporters sans frontières"

NOTRE DROLE DE MONDE EN BRUN-ROUGE, AVEC QUELQUES TRACES DE BLANC...

"Reporters sans frontières", organisation qui veille au respect des droits des journalistes dans le monde, à l'instar du Comité pour la protection des journalistes de New York et de l'Institut international de la presse de Vienne, publie eux aussi un rapport annuel sur la liberté de la presse dans le monde. Peu importe dans quelle mesure ces rapports différencient ou coïncident, pourvu qu'ils contribuent à améliorer le paysage médiatique du monde. Et malgré de nombreuses imperfections, c'est bien là ce qu'ils font.

"Reporters sans frontières" présentent chaque année, le 3 mai - Journée internationale de la liberté de la presse - un rapport accompagné d'une intéressante représentation graphique de la situation des droits des journalistes dans l'ensemble du monde. Cette carte est basée sur les huit critères suivants : (1) le nombre de journalistes assassinés, (2) de journalistes arrêtés, persécutés ou exilés, (3) l'existence ou non de la censure, (4) l'absence de médias libres, (5) les difficultés auxquelles se heurtent les journalistes étrangers, (6), le monopole de l'Etat sur les médias électroniques, (7) la protection ou non des sources d'information et (8) le contrôle de l'internet. Ces critères servent également à l'élaboration du rapport annuel. Cinq zones ont été définies sur cette base, représentées en cinq différentes couleurs : - blanc - situation favorable , (2) beige - satisfaisante, (3) marron - problèmes évidents, (4) rose - situation défavorable et (5) rouge brique - très défavorable.

Sur les 156 Etats enquêtés, seuls quatorze ont eu droit au blanc, et ce dans différentes régions du globe - en Europe : l'Islande, la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Irlande, la Hollande, l'Allemagne, la Suisse et le Portugal; en Amérique du Nord, le Canada uniquement; en Amérique du Sud la Guyane et le Surinam, enfin l'Australie et la nouvelle Zélande.

Le paysage médiatique est véritablement sombre, la France elle-même (le pays de "Reporters sans frontières") a parfois fait preuve de violence vis-à-vis des journalistes : "Certaines clauses des lois médiatiques françaises sont clairement contraires à la liberté d'expression, ce qui fait de la France l'un des pays les plus

rétrogrades de l'Union européenne par rapport à la liberté d'information", est-il statué dans le texte introductif sur la France. En Grande-Bretagne, les atteintes à la protection des sources d'information des journalistes sont de plus en plus fréquentes. L'Italie, et l'Albanie (!) sont présentées en marron, ce qui correspond à la formule "problèmes évidents". En Italie, cela se rapporte surtout au fait que l'Etat contrôle les médias. En Albanie, dix ans après le début du processus de transition, les droits de l'homme et la liberté de la presse ne sont toujours pas garantis par la loi. La Turquie est le seul pays européen à se retrouver dans la zone rose, signe de "situation défavorable". Malgré les importantes réformes de la législation sur les médias visant à la rapprocher des standards européens afin de favoriser l'admission de la Turquie à l'UE, la liberté de la presse y reste très limitée.

Il peut paraître étrange que la Bosnie soit classée dans la zone beige, mais il faut reconnaître que le paysage médiatique y a été sensiblement amélioré; grâce surtout à l'adoption de nouvelles lois sur les médias.

Une vingtaine de pays se sont retrouvés dans la zone rouge-brique, signe de "situations très défavorables" : la Chine est en tête, suivie de Cuba, de la Libye, du Zimbabwe, de l'Arabie saoudite, de la Syrie, de l'Irak, de la Birmanie et du Vietnam.

Bref, dans presque la moitié des pays du monde, la liberté de la presse n'est toujours pas garantie, ce qui est extrêmement alarmant. Particulièrement inquiétant est le fait que la situation s'est aussi sensiblement détériorée en Amérique, considérée autrefois comme le paradis des journalistes ! Les conséquences du 11 septembre et de la guerre en Irak ont grandement atteint la presse américaine, qui s'est vue imposer une multitude de contraintes, remettant en cause le principe de la protection des sources d'information des journalistes, institution qui se voit déjà sérieusement menacée par les tribunaux américains.

Il faut mentionner aussi un autre aspect, présenté dans les remarques introductives sous le titre " Le nouvel ordre mondial... de la répression..". C'est là une claire allusion au rapport McBride de 1980 - *De nombreuses voix - un seul monde (Many voices - One World)*. Rappelons que le but principal était alors d'éliminer le déséquilibre et les disparités dans le domaine de la communication et avant tout dans le flux de l'information. Les pays en développement réclamaient un ordre plus juste et plus équitable du monde de la communication. Rien, pratiquement, n'a vraiment changé depuis lors. La situation semble au contraire s'être détériorée, en raison de l'élargissement du fossé informatique.

La récente décision des Nations Unies de nommer le représentant de la Libye à la tête de sa Commission des droits de l'Homme, est violemment critiquée dans la partie introductive de ce rapport, ainsi que la façon dont se déroulent les préparatifs du Sommet mondial onusien sur la société de l'information, qui doit se tenir au mois de décembre et qui, dit-on, est organisé par des régimes autoritaires : " Les réunions préparatoires tenues jusqu'à présent dans les différents continents donnent l'impression que ce Sommet centrera avant tout son attention sur le contrôle d'Etat et la surveillance de l'Internet et beaucoup moins sur une 'solidarité numérique' entre riches et pauvres".

Many voices - One World. est également qualifié de "concept répressif", ce qui a incité les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne à se retirer de l'UNESCO, tuant ainsi l'idée même d'un Nouvel ordre mondial de l'information. Et qu'avons-nous aujourd'hui - un Nouveau (dé)sordre mondial de l'information, dirigé par les Etats-Unis, alliés en fait aujourd'hui à des régimes répressifs - Chine, Cuba, Libye, Birmanie, Vietnam, pour n'en mentionner que quelques-uns. La question demeure - qui va maintenant tuer l'idée du dés(ordre) et qui va se retirer...? est-il stipulé dans le rapport de "Reporter sans frontières".

Entre-temps le Comité des organisations non-gouvernementales de l'ONU a demandé la suspension du statut consultatif de "Reporters sans frontières" de ce forum. La raison invoquée étant l'attitude "incorrecte" du représentant de RSF à la 59^e session de la Commission des droits de l'homme à Genève, le 17 mars dernier. On ne peut pas ne pas se demander si cela n'est pas dû au contraire aux critiques du concept du Sommet mondial sur la société de l'information. Inutile de préciser l'indécence de cette proposition.